

NOTE d'ÉCONOMIE POLITIQUE

Quelques infos marquantes de la période.

Rédaction et mise en page par Fabrice ALLAIN et Pascal ANGER

Éléments de comparaisons pour repères

1 million de secondes fait 11 jours / 1 milliard de secondes fait 31 ans (soit un rapport de 1 à 1000).

1 million d'euros (Ms) représente 0.1% de 1 Md - 10 millions égale 1% de 1 milliard

L'enrichissement des milliardaires La France en tête : Merci Macron !

Ainsi, entre mars 2020 et mars 2021, la fortune des milliardaires a battu tous les records :

- la fortune des 20 personnes les plus riches de la planète a augmenté de 62 %

- la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros (+40%) note Attac/oxfam

- la France compte 4 milliardaires de plus (soit autour de 40), dont le

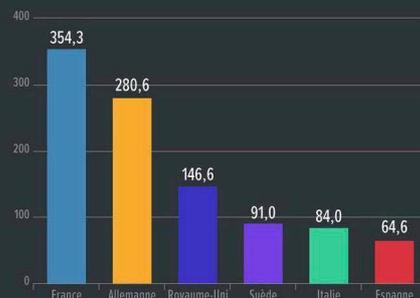
fondateur du laboratoire Moderna ;

- la France détient le record d'Europe de la concentration de richesses entre les mains des milliardaires

- **L'évolution du Patrimoine des ultra riches en 10 ans : La France en tête : +439%**

Les milliardaires français sont les plus riches d'Europe

Somme par nationalité des fortunes européennes apparaissant parmi les 500 personnes les plus riches du monde, en milliard d'euros



Source : Bloomberg, Lucas Chancel

Alternatives Économiques

LE PATRIMOINE DES ULTRA RICHES EN 10 ANS



Les dividendes en 2020 du CAC 40 repartent à la hausse + 51 Mds.

La crise sanitaire n'est pas encore derrière nous que les actionnaires du CAC 40 regardent déjà devant. Après une baisse en 2020 (41 Mds), les versements aux actionnaires des entreprises du CAC 40 devraient repartir à la hausse cette année, pour atteindre 51 milliards d'euros, sous forme de

dividendes ou de rachats d'actions, selon les calculs de l'Observatoire des multinationales.

Les versements devraient donc repartir à la hausse cette année, notamment grâce à de généreuses entreprises comme Total (7,6 milliards) et Sanofi (4,8

milliards).
Entre suppressions d'emplois et production de vaccins, le laboratoire pharmaceutique continue de « surperformer ».

L'ONU et le FMI pour un impôt de crise !

"Nous avons constaté une érosion de l'imposition des revenus personnels pour les personnes se situant en haut de l'échelle... les gouvernements devraient envisager des impôts plus élevés pour les ménages les plus aisés et les entreprises très rentables", Paolo Mauro, responsable des affaires budgétaires au FMI (France Bleu 7/4/2021)

Le secrétaire général de l'ONU en Avril 2021, Antonio Guterres "exhorte les gouvernements à envisager une solidarité ou un impôt sur la fortune pour ceux qui ont profité de la pandémie, afin de réduire les inégalités extrêmes".



Alerte ! Programme de stabilité

(des dépenses publiques) envoyé à la commission européenne (Bruxelles) sur 2021 – 2027 (sur la base du rapport Arthuis)

Ce Programme de Stabilité actualise les prévisions de croissance et la trajectoire de finances publiques que le Gouvernement s'est fixée pour les années 2021 à 2027. Ce programme qui porte jusqu'en 2027 (soit la fin du prochain quinquennat) est encore plus brutal que ce que préconise le rapport de la Commission Arthuis. **Ce projet prévoit que le volume de la dépense publique ne dépasse pas 0,7% chaque année** quel que soit l'évolution du PIB et de l'inflation qui est prévu en moyenne bien au-dessus de ce 0.7%, de façon entre autre à atteindre un objectif de

réduction de la dette publique. Le gouvernement prévoit aussi un cantonnement de la dette Covid type CADES qui détournera des recettes pour le budget Etat. Il envisage de faire revenir le déficit public sous les 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2027, soit à la fin du prochain quinquennat. Le cœur de ce programme de stabilité, c'est l'ajustement par les dépenses publiques. C'est à dire l'austérité, la coupe dans les services publics. Le gouvernement ajoute un plancher pour les dépenses d'avenir, ce qui veut dire que celles-ci, comme les restrictions budgétaires, se

feraient au détriment des dépenses sociales alors que les besoins sont grands en matière de retraite, de dépendance, de santé. Pour conforter cette stratégie, un comité d'experts indépendants serait chargé de contrôler la politique budgétaire au mépris de la démocratie. Même le FMI s'inquiète ! Dans un post de blog, Alfred Kammer, directeur Europe au FMI, a résumé en une phrase son conseil à l'Union européenne : « dépensez plus ! »

Des propositions pour financer l'économie

les SP existent, sont socialement et écologiquement justes et économiquement efficaces !!! (source : Attac et Copernic)

Selon certaines estimations en hypothèse basse, l'ensemble des mesures préconisées par Attac et Copernic pourraient dégager, à court terme, un rendement global de 35 milliards d'euros. En hypothèse haute, il serait supérieur à **40 milliards d'euros** par an :

- **5 à 10 milliards** d'euros par l'ISF ;

- **4 à 6 milliards** par la barémisation des revenus financiers, la suppression du PFU et l'instauration d'une tranche supplémentaire à l'impôt sur le revenu ;
- **5 milliards** par la taxe exceptionnelle sur les profits des multinationales et l'arrêt de la baisse du taux nominal de l'impôt sur les sociétés ;
- **1 à 3 milliards** au minimum par an du

- fait du renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales ;
- **10 milliards** grâce à la taxe sur les transactions financières;
- **10 milliards** par la suppression et l'aménagement de certaines niches fiscales (sur 100 Mds actuels).

Ne pas se tromper de cible sur les fraudes...

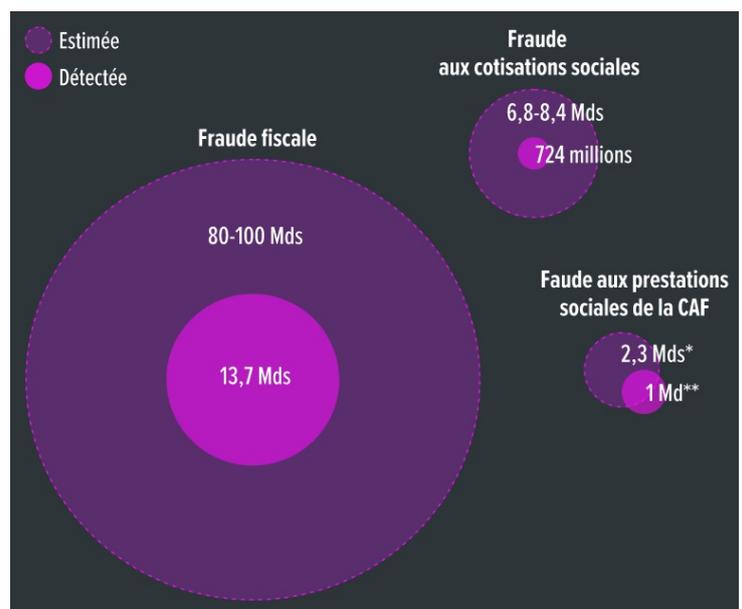
Côté fraude fiscale, on ne peut en rester à la fraude détectée par Bercy et ayant donné lieu à redressement. 13,7Mds détectés (source CdC / arcoss et AE). Le syndicat de Bercy, Solidaires Finances publiques, procède régulièrement à une tentative d'évaluation dont la dernière, en 2019, conclut à une fraude fiscale d'au minimum 80 milliards d'euros par an. L'ancien directeur des impôts André Barilari est parvenu une estimation du même montant.

Pour la fraude sociale, la Cour des comptes cite une note de l'Acoss de 2019 estimant que la fraude aux cotisations sociales se situe dans un étiage compris entre 6,8 et 8,4 milliards d'euros pour le régime général. Cette « triche » est majoritairement le fait d'employeurs qui ne déclarent pas les heures travaillées. La Cour avance également un montant

de fraude aux **prestations sociales** détectées, qui touchent les particuliers, de l'ordre de 1 milliard par an. **A l'inverse, on ne dispose pas d'estimations récentes du non-recours aux prestations sociales**, qui semble pourtant représenter des montants bien plus élevés que ceux de la fraude aux prestations.

La fraude fiscale écrase la fraude sociale

Montant de la fraude détectée et estimée, en milliards d'euros, en 2019



* Seule la Cnaf procède à une estimation de la fraude aux prestations sociales. La Cour des comptes considère que la fraude aux prestations familiales (RSA par exemple) représenterait un tiers du total des fraudes aux prestations sociales.

** Ce milliard d'euros (983 millions d'euros précisément) se décompose en 324 millions d'euros (branche famille), 287 (maladie), 160 (vieillesse) et 212 (Pôle emploi).

Source : Solidaires Finances publiques, Cour des comptes, Acoss

Plan Biden

Une alternative qui nous vient de l'Ouest !

Biden affirme que la théorie du ruisseau n'existe pas et opte pour la capillarité (?): Plus de dette, plus d'impôts, plus de dépenses, plus de recettes, plus de déficit public. (rappel pour comparaison : Rapport de population de 1 à 5 entre la France et USA).

Les 3 plans de JB en cours et à venir :

1er plan de 1900 Mds de dollars (1600 Mds d'euros (1euro à 1.19) de dépenses publiques maintenant !

2ème plan autour de 2300 Mds d'investissement sur 8 ans (1932 Mds d'euros)

3ème plan à venir autour de 1800 Mds pour lutter contre les inégalités (dont de genre et de « race »)

Soit autour de 6000 Mds (soit 5000 Mds d'euros et donc équivalerait à 1000 Mds pour la France)

1er plan : l'Equivalent en France serait de 300 Mds !!!

Ce serait environ 400 milliards de dollars qui seront distribués à des millions d'Américains. Ces chèques viendront compléter ceux de 600 dollars envoyés dans le cadre du plan de 900 milliards de dollars adopté fin décembre 2020.

Etats-unis : le 1er plan de soutien direct est de 1900 Milliards de dollars

C'est plus que le PIB de l'Italie, 8^e puissance économique mondiale



Source : Fonds monétaire international, PIB estimés en 2020

AFP

Les écoles, de la maternelle au lycée, vont bénéficier d'une enveloppe de 126 milliards de dollars (105,7 milliards d'euros ce qui **ferait un plan équivalent à 20 Mds pour la France !!!**). **Le plan inclut aussi 40 milliards pour les universités (ferait 8 Mds pour la France !!!).**

Le 2ème plan engage des investissements dans les infrastructures

de tous type avec le filtre de la transition écologique et aussi sur les énergies. (Routes /ponts / voies ferrés / aéroports/ barrages ... , hôpitaux, écoles,...).

Hausse d'impôts aux USA pour les très riches de 37% à 39,6%. Augmentation aussi des impôts sur les sociétés de 21% à 28% et taxation du capital qui passe de 20% à 39,6% ... Recettes attendues à plus de 800 Mds de Dollars.

Le cout de l'externalisation dans les services publics (SP) : 160 Mds !

Un collectif « service public » s'est constitué dans l'actualité de la contre-réforme sur les retraites. Ce collectif regroupe des fonctionnaires de différents ministères, de collectivités territoriales et d'hôpitaux. Certains sont de hauts fonctionnaires. Ce collectif vient de produire un rapport sur le cout de l'externalisations de missions de services publics (lien <https://nosservicespublics.fr/publications>). Cette externalisation ne concerne pas des privatisations mais le sujet de confier à un acteur privé (donc prestation) la réalisation de tout ou partie de l'action

publique ou de parties de missions de SP. La délégation au cabinet Kinsley par exemple sur la vaccination en est le dernier exemple.

Ce rapport démontre que :

- c'est une **externalisation en partie subie** : emploi public en baisse, contraintes juridiques croissantes et évolution du contexte institutionnel,
- un **affaiblissement pérenne** des savoir-faire et capacités d'action publiques
- c'est tout un patrimoine immatériel des services publics, de compétences

métier, de savoir-faire organisationnel voire parfois de réflexion stratégique, qui est **fragilisé**.

Cette externalisation sape la puissance publique et ses politiques. Elle délite, mine, fragmente les SP.

Ce rapport chiffre à 160 Mds à minima ce cout d'externalisation qui comprend un cout social, un cout environnemental et bien sur celui très important du cout des prestataires.

Dette publique : STOP à la désinformation anxiogène !

Quelques rappels issus d'un livre : « La dette publique - précis d'économie citoyenne »

1. La dette, ou emprunt public, contractée par les Etats est par principe très utile !

NON elle n'est pas un fardeau pour les générations futures car cet endettement finance des investissements qui bénéficient à tous (Hôpital, Ecole, ...). En face de ce que l'on doit il y a aussi ce que l'on possède. Ainsi un Français naît actuellement avec près de 4500 euros de patrimoine net.

2. La dette publique des Etats est d'une nature différente que celle des particuliers et des entreprises

Un Etat est un agent économique disposant d'un horizon de vie infini et ne fait pas faillite. Celui-ci a le pouvoir de lever des ressources. Dans les modalités il ne paye que les taux d'intérêts fixés, ce que l'on appelle la charge de la dette sur la durée de l'emprunt. Il ne rembourse le capital emprunté qu'à l'échéance prévue et généralement en réempruntant de nouveau (« rouler sa dette »). La dette étatique est d'abord une question politique et non morale !

3. Le ratio Dette/PIB est un indicateur non pertinent - la dette actuelle nous coute moins cher qu'il y a 10 ans !

Aucune règle n'a pu être validée sur une limite à ce ratio Dette/PIB. L'ex. du ratio de 240% sur PIB du Japon devrait nous

questionner ! Il vaut mieux regarder des indicateurs comme le coût de la dette (les intérêts). Ainsi malgré un stock de dette en 2020 qui a considérablement augmenté, le montant des intérêts a baissé au budget de l'état (moins 10 Mds en dix ans). Ce n'est pas tant le niveau de la dette qui importe mais ses finalités !

4. Une banque centrale, ici européenne (BCE), est d'une autre nature que les banques commerciales

C'est la banque en dernier ressort qui a le monopole de l'émission monétaire. Elle peut avoir un passif négatif permanent et ne peut pas faire faillite, contrairement aux banques commerciales. Elle n'a pas à être rentable. C'est la banque des banques ...

5. L'enjeu du financement des emprunts et déficits publics

Il faut sortir de la dépendance aux marchés financiers. C'est un enjeu central. Jusque dans les années 1970, d'autres moyens de financement multiples se faisaient et le seraient de nouveau si on le décide. On peut annuler 25% de notre dette.

6. D'autres confusions sont déconstruites telles que

- NON La dépense publique (DP) n'est pas une part du PIB (par contre elle y contribue de façon centrale).
- NON les services publics ne sont pas financés par une ponction sur la richesse créée par le secteur privé.



Les DP et les déficits publics alimentent l'économie, la consommation des ménages, les profits et l'investissement privé ...

En conclusion, il faut ancrer dans nos esprits que les questions économiques ne sont que des constructions politiques. Payer la dette par l'austérité et au peuple n'est pas la seule solution. D'autres alternatives existent (cf Joe Biden USA). Il faut revoir les traités sur la BCE pour qu'elles puissent comme aux USA financer directement les déficits publics.

Définitions

Des définitions pour y voir plus claire sur les types de politiques qui influent sur l'économie
Deux grands axes s'articulant en permanence :

A/ La politique monétaire : La définition première de la politique monétaire (selon la Banque de France) est «l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire pour agir sur l'activité économique par la régulation de sa monnaie », (donc l'offre/ volume (création / destruction) de monnaie. Dans les pays de l'Eurosystème, l'adoption de l'euro a conduit à mettre en place une politique monétaire commune qui se caractérise par :
Un objectif principal : le maintien de la stabilité des prix, une autorité monétaire unique : la Banque Centrale Européenne, une politique de taux d'intérêt, un refinancement des banques par les banques centrales ...
une politique de QE...

B/ La politique Budgétaire incluant la fiscalité comme outils pour entre autres les recettes.

La politique budgétaire est la politique que met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'Etat et les priorités dans la répartition des dépenses publiques...

La politique fiscale dans une politique budgétaire d'Etat participe à la politique économique de chaque pays, en contribuant au recouvrement des recettes publique, aux financements des dépenses publiques et à la redistribution des revenus.